

Qu'attendent les partenaires internationaux de la Guinée pour agir? [ACAT]

écrit par GuineePolitique© | 27 février 2020



L'annonce de la tenue du référendum constitutionnel et des élections législatives le 1er mars 2020 a exacerbé les tensions au sein de la société guinéenne. Les violences à l'encontre des leaders de la société civile et des partis politiques, réunis au sein du Front National de Défense de la Constitution (FNDC), redoublent. Nous appelons les partenaires internationaux à plus de fermeté pour que la Guinée respecte les droits humains et reconnaisse que les élections ne peuvent se tenir dans le contexte actuel.

Depuis mi-octobre 2019 et le début de la mobilisation contre le « coup d'État constitutionnel » qui permettrait au Président Alpha Condé de briguer un 3^e mandat, le recours abusif à la force létale par les forces de sécurité est quasi-systématique. Selon plusieurs organisations de la société civile en Guinée, dont les membres de la coalition Tournons la Page-Guinée, plus de **40 civils ont été tués** – souvent en marge

des manifestations et par armes à feu – **62 personnes blessées** et **environ 90 personnes arrêtées**. A cela s'ajoutent les nombreuses **menaces et intimidations**

dont les leaders de la société civile et des partis politiques font

l'objet. La déclaration du Président guinéen qui, lors d'un meeting à

Faranah le 20 février 2020, a appelé ses partisans à frapper quiconque

saccagerait les urnes le jour du vote témoigne du climat de tensions.

Alors qu'une escalade des violences est à craindre à l'approche du 1^{er}

mars, les invitations de la Communauté internationale – principalement

le représentant spécial des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et

le Sahel et les Etats-Unis – à dialoguer et à organiser des élections

sans violence et respectueuses des droits humains sont restées, jusqu'à

présent, lettre morte. Le 24 février 2020, en raison de la persistance

des insuffisances constatées sur le fichier électoral, l'Organisation

internationale de la francophonie (OIF) a indiqué « *qu'il [lui] sera difficile de continuer de soutenir le processus électoral en Guinée* ». Le fait que l'OIF se retire suggère que la communauté internationale commence à se désolidariser des scrutins à venir.

Pour éviter un embrasement en Guinée qui pourrait avoir des conséquences dans toute la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, les

partenaires internationaux de ce pays, **en premier lieu l'Union européenne (UE) et la France**, doivent prendre acte de la

décision de l'OIF, et affirmer que les élections législatives et le référendum constitutionnel ne peuvent pas se tenir dans les conditions actuelles.

À la suite de la Résolution d'urgence adoptée le 13 février dernier par le Parlement européen, l'UE et ses États membres doivent activer les leviers diplomatiques dont ils disposent (notamment l'article 96 de l'Accord de Cotonou) pour que la Guinée respecte les droits constitutionnels à manifester et à s'exprimer librement ainsi que ses engagements en matière de droits humains, notamment le non usage excessif de la force, la lutte contre la torture, et les droits des personnes détenues.

L'instrumentalisation des divisions ethniques à des fins électorales doit être condamnée publiquement et leurs auteurs doivent être avertis qu'ils seront comptables devant la justice en cas de graves violations des droits humains.

Contacts presse :

- Laurent Duarte, coordonnateur international de Tournons La Page
laurent.duarte@secours-catholique.org , Tél : +33 6.50.39.17.83
- Barthélemy Dioh, directeur de la communication ACAT
communication@acatfrance.fr, Tél : +33 1.40.40.74.10
- Sophie Rebours, responsable relations médias et influenceurs CCFD-Terre Solidaire.
s.rebours@ccfd-terresolidaire.org, Tél : +33 1. 44. 82. 80. 64

- Virginie Péron, responsable du service communication LDH
presse@ldh-france.org, Tél : +33 1.56.55.51.07
- Isabelle Merny, directrice de la communication Aide et Action
Isabelle.merny@aide-et-action.org, Tél : +33 1.55.25.70.49

Signataires:

Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT)

Aide et Action

CCFD-Terre Solidaire

CFDT

Plateforme Dette et développement (et ses organisations membres)

Ligue des droits de l'Homme (LDH)

Tournons la page (et ses organisations membres)
